

Le Collectif EDUCPOPNUM, une expérience de territoire mobilisant autour du numérique

Thomas Albarran

Enseignant détaché aux Ceméa Nouvelle-Aquitaine

Membre du collectif EDUCPOPNUM

Séminaire Marsouin – Auray – printemps 2018

INTRODUCTION

Aujourd'hui, comme chacun sait, l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) occupe une place prépondérante dans la vie quotidienne et les apprentissages des jeunes. Or, ce domaine allant vite, les mouvements d'éducation populaire se trouvent parfois ne plus être en phase avec les pratiques des jeunes qu'ils prétendent accompagner. Pire, certains stéréotypes (sur les dangers d'internet ou l'addiction aux nouvelles technologies par exemple) ont encore cours chez certain.e.s professionnel.le.s de jeunesse, qui voient la massification des pratiques numériques d'un œil sinon mauvais, du moins méfiant.

De ce constat est né en Nouvelle-Aquitaine le Collectif EDUCPOPNUM¹, ayant pour but de former les professionnel.le.s, déconstruire les stéréotypes, sensibiliser le grand public sur les enjeux des pratiques numériques pour la jeunesse et communiquer sur les innovations en EMI. Cette communication se propose de revenir sur la présentation du collectif, son origine, ses enjeux et ses apports envers l'éducation populaire à l'échelle d'un territoire, ainsi que sur des perspectives d'essaimage.

1 : Nous tenons à saluer ici le travail de notre collègue Marielle Stinès qui fut un pilier du collectif, et qui a contribué au contenu de cet article, dont la partie sur la genèse du collectif est principalement issue de ses travaux.

HISTORIQUE DU COLLECTIF

2006 – 2016 : la genèse picto-charentaise

Tout commence en 2006, où la direction régionale de la jeunesse et des sports (DRJS) de Poitou-Charentes décide d'impulser une réflexion autour du lien entre éducation populaire et numérique. Ce lien laisse notamment entrevoir des moyens de raviver avec de nouveaux outils des valeurs portées par le monde de l'éducation populaire, et dont Marielle Stinès a dressé une liste non-exhaustive : échanges et co-construction des savoirs, information alternative, expression individuelle mais aussi collective et collaborative, formes diverses de réappropriation de la culture de masse, pratiques en amateur, esquisses de contre-pouvoir, auto-organisation, formes d'économie alternative, sans parler de l'extraordinaire développement du logiciel libre sous-tendu par l'intelligence collective².

Dès le début, une vigilance particulière est portée au fait de ne pas centrer les travaux sous l'angle de l'« approche risque » ; en effet, un grand nombre de réflexions autour des pratiques numériques des jeunes tourne majoritairement autour des questions de dépendance, de harcèlement, de mauvaises rencontres, etc. Sans aucunement vouloir occulter ces questions, l'ambition est cependant portée à une réflexion sur l'accompagnement des jeunes qui s'intéresseraient à la diversité de leurs pratiques réelles, et à leur potentiel créateur, afin qu'ils/elles s'approprient au mieux les nouveaux outils à leur disposition, leur permettant de s'exprimer et d'exercer pleinement leur citoyenneté.

Une première journée est donc organisée par la DRJS en 2006, réunissant les différent.e.s acteurs/trices de l'éducation populaire autour de la thématique « Internet : un monde à s'approprier, un outil pour s'approprier le monde ». A la suite de cette journée, la dynamique se poursuivra et plusieurs autres événements auront lieu les trois années suivantes, autour de divers sujets : jeux vidéos, outils collaboratifs, nouveaux usages d'internet, etc ... Cependant, au début des années 2010, le constat est fait que l'impact de ces actions est relativement limité ; les associations (à l'exception de certaines associations d'éducation scientifique et technique), globalement consommatrices de ces journées thématiques, peinent à maintenir une dynamique pérenne autour des ces problématiques dans leurs structures. On constate globalement encore une certaine résistance à faire de l'éducation au numérique un

² : STINES Marielle, « « EducPopNum » ou la constitution d'un collectif régional d'éducation populaire (au numérique) », *Cahiers de l'action 2017/1 (N° 48)*, p. 47-55

vrai sujet, autrement que par l'angle de la prévention, s'ajoutant à cela le faible intérêt des financeurs publics sur cette question.

Sur la base de ce bilan mitigé, l'envie naît d'organiser des Assises de l'éducation populaire numérique dans chaque département de la région, afin de relancer la dynamique. Un noyau d'associations répond présent, et constitue la première version du collectif alors nommé « Éducation Populaire 2.0 », dont le travail donnera lieu aux différentes Assises départementales en 2012. Ces assises ont pour objectif de « mettre en lumière les nouvelles pratiques, analyser les nouveaux besoins émergents, identifier les freins au développement de l'éducation populaire numérique, structurer un réseau régional, dégager des pistes d'action collective, accompagner des politiques publiques locales et régionales, mettre en place des nouveaux espaces de dialogue et de médiation, développer une éducation critique aux nouveaux médias et encourager les pratiques positives d'expression, de création, de citoyenneté »³.

Ces événements départementaux rencontrent un vif écho, et le collectif, rejoint par le comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP), envisage la tenue de nouvelles Assises, à l'échelon régional cette fois. Elles auront lieu en 2014 autour du thème « Pratiques numériques : quelles nouvelles formes de partage et de collaboration ? ». Fin 2014, le collectif se renomme « EDUCPOPNUM », et continue d'organiser diverses rencontres sur le territoire.

2016 : l'élargissement néo-aquitain

En 2016, la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) fait passer la France de 22 à 13 régions. Le Poitou-Charentes se retrouve ainsi au sein de la plus grande région du pays, la Nouvelle-Aquitaine. Ce changement d'échelle territorial est l'occasion d'élargir le collectif à des membres des deux autres anciennes régions, l'Aquitaine et le Limousin, sous l'impulsion de l'association Les Petits Débrouillards. Pour fédérer le collectif fraîchement renouvelé, il faut poser une action forte assez rapidement ; ainsi naît l'idée, en s'appuyant sur les réussites précédentes, d'organiser les premières Assises de la nouvelle grande région dans sa capitale, Bordeaux.

3 : Ibid.

APPORTS ET ENJEUX ACTUELS

Actualité du collectif

En décembre 2016, les Assises de l'éducation populaire en Nouvelle-Aquitaine voient donc le jour autour du thème « Pratiques supposées, pratiques réelles des jeunes, quel accompagnement en ligne et hors ligne ? », et constituent l'événement fondateur du collectif sous sa nouvelle forme. Ces deux journées sont l'occasion de découvrir, d'échanger, de débattre et de bidouiller autour d'interventions et d'ateliers riches et divers. Le bilan est globalement positif, avec un questionnaire de satisfaction largement renseigné faisant état d'une envie d'aller plus loin collectivement. De plus, l'événement est soutenu financièrement et publiquement par les institutions, et la provenance des participant.e.s est représentative des trois anciens territoires désormais regroupés. La nouvelle équipe, via tout le travail d'organisation en amont, s'est également soudée. Reste cependant la question qui était déjà présente lors des précédentes Assises : comment instaurer une dynamique continue qui ne se cantonne pas à des événements ponctuels ?

Une partie de la réponse arrive d'un projet du collectif qui prend forme à l'issue des Assises : il faut outiller les professionnel.le.s de terrain, et travailler avec les jeunes qui fréquentent leurs structures. Dans la suite logique de la thématique qui vient d'être traitée, une enquête sur les pratiques numériques des jeunes (11-18 ans) en Nouvelle-Aquitaine est mise au travail, avec l'appui de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP). Un questionnaire est construit, puis il faut aller à la rencontre du public cible, en ligne et hors ligne. Au total, ce sont plus de 1500 jeunes qui répondent au cours de l'année 2017, incluant également des *focus group* permettant un recueil plus qualitatif. Une restitution est présentée début novembre à Angoulême, et est l'objet de débats nourris avec de nombreux/euses professionnel.le.s. L'objectif était principalement de sortir des stéréotypes et des « pratiques supposées », pour reprendre le terme des Assises, afin de pouvoir produire un accompagnement en phase avec la réalité des jeunes du territoire. Cette étude nous a permis plusieurs constats, à retrouver dans la synthèse⁴ ; en voici quelques-uns à titre indicatif :

4 : COLLECTIF EDUCPOPNUM, « Pratiques numériques des jeunes en Nouvelle-Aquitaine », *INJEP, 2017*

- 1,3 % des jeunes ne disposent d'aucun équipement permettant l'accès à internet
- Les quatre plate-formes les plus utilisées sont, dans l'ordre : Youtube, Snapchat, Instagram, Facebook
- 3,6 % déclarent n'avoir aucun usage des réseaux sociaux
- Au niveau de leurs représentations de leurs propres usages, le jeu puis détente arrivent en tête
- 82,7 % déclarent jouer avec des ami.e.s en présentiel, venant contrecarrer le mythe du jeu-vidéo comme isolant social
- 86 % déclarent pratiquer l'écriture en ligne
- Il y a une réelle influence du genre sur les pratiques, notamment celle des jeux-vidéos qui reste très majoritairement masculine (91,1 % des garçons contre 46,5 % des filles), les domaines majoritairement féminins se situant plutôt sur la photo et l'écriture
- L'influence de l'âge est également présente, avec une inversion de la courbe entre jeux-vidéos et pratiques de lecture et d'écriture au fil des années.

Spécificités et enjeux

La question du territoire

Dans le paysage de la Nouvelle-Aquitaine suite à l'application de la loi NOTRe, le collectif EDUCPOPNUM fait un peu office d'exception. En effet, une peur relativement justifiée existe au moment de cette réforme : l'effet aspirant de la métropole bordelaise sur les dynamiques institutionnelles et associatives. A cet égard, le choix malheureux du nom de la région, faisant écho à l'ancien nom de la région bordelaise n'a fait que confirmer ce sentiment⁵. Aussi, beaucoup de structures ne se sont pas lancées à cœur joie, et pour celles qui l'ont fait, il s'agissait le plus souvent de trouver un nouvel équilibre autour de Bordeaux, et donc de l'ancienne Aquitaine. C'est à ce double titre que le collectif EDUCPOPNUM fait figure d'exception : non seulement, il fut un des premiers collectifs à produire un travail à l'échelle de la nouvelle région, mais de plus en partant d'une dynamique picto-charentaise, et non aquitaine. En outre, ce changement a reconfiguré le territoire ; car si Bordeaux est bien la capitale administrative, Angoulême s'est retrouvé être le véritable carrefour de cette nouvelle région, se trouvant à équidistance des trois anciennes capitales régionales (Bordeaux,

5 : cf. CARPENTIER Clément, « Ils ne veulent pas du nom «Nouvelle Aquitaine» pour leur région », 20 minutes, 2016

Limoges, Poitiers). Ainsi, toutes les réunions du collectif néo-aquitain avaient lieu ... en Charente !

Cependant, nous avons pu observer que le travail d'essaimage et d'harmonisation n'était pas encore terminé. Il est en effet difficile d'étendre complètement à un nouveau territoire un fonctionnement, des habitudes de travail, mais aussi un réseau permettant une homogénéité territoriale. Nous avons pu le constater sur l'enquête⁶, où la grande majorité des jeunes ayant répondu étaient issu.e.s de Poitou-Charentes, les deux autres régions n'ayant pas encore déployé un travail de réseau efficace pour rattraper leur retard.

La question de l'échelle du territoire s'est également posée, dans la facilité à impliquer de manière durable et régulière de nouvelles personnes éloignées géographiquement. Car si Angoulême est un point central, on peut tout de même mettre plus de quatre heures à l'atteindre en voiture depuis les lieux les plus reculés de la région. Sur cette question, un axe de progrès à travailler est celui des modes de réunion dématérialisés, assez peu utilisés jusqu'à maintenant, ce qui peut être considéré comme paradoxal pour un collectif s'intéressant au numérique.

Diversité, complexité et intérêt du collectif

Nous avons traité *supra* de la spécificité territoriale du collectif, mais il n'en est pas moins atypique du point de vue de sa composition. En effet, une collaboration efficace entre les pouvoirs publics (ici la DRJS) et le mouvement associatif (principalement des membres du CRAJEP), lui même divisé en deux catégories, avec d'un côté les fédérations traditionnelles d'éducation populaire, et de l'autre des mouvements plus spécifiques issus de la culture technique, scientifique et numérique, sans oublier le monde de la recherche (INJEP) ... cela n'était pas gagné d'avance, étant donné la diversité des cultures présentes autour d'une même table. C'est pourtant ce qu'il s'est passé. Cette diversité, au-delà de son opérationnalité, peut être vue comme un des intérêts majeurs du collectif ; le fait notamment d'avoir pu instaurer un dialogue entre des « spécialistes » et des « curieux de l'éduc pop » est à nos yeux déjà une victoire en soi. Cela a entre autres pu aider, à travers les remontées de terrain effectuées par les professionnel.le.s de l'animation d'une part, et un regard plus technique de l'autre, à

6 : COLLECTIF EDUCPOPNUM, op. Cit.

mieux appréhender et les mutations des pratiques, et s'y adapter⁷. Cette diversité, où on pourrait, à y regarder vite, dessiner une ligne d'opposition entre geeks convaincu.e.s et néophytes prudent.e.s, voire réticent.e.s, est en réalité un peu plus complexe, comme en témoigne très justement Marielle Stinès : « Ce clivage ne peut se réduire caricaturalement à l'opposition entre technophiles et technophobes. Certains partenaires maîtrisaient très bien la technique et pouvaient être apparentés à des geeks mais ne possédaient pas de téléphones portables et/ou se tenaient éloignés des réseaux sociaux. Pour autant, ils ne diabolisaient pas les usages numériques. D'autres n'étaient geeks en rien mais pratiquants et passionnés par les usages numériques. D'autres enfin s'avéraient très peu convaincus de l'intérêt social, collectif, politique du numérique. Cette réalité a été génératrice de tensions qui ont été ressenties par certains participants pendant les assises et jusque dans leur évaluation : critiques de la pratique du livetweet, des parcours d'exploration...⁸».

Sans doute du fait de cette diversité, couplée à la couverture médiatique de qualité variable sur notre sujet, nous avons le sentiment que nous ne sommes pas encore pleinement parvenu à ce que notre parti pris, notre identité, notre message soit bien compris par l'ensemble de la communauté éducative et du travail social. Ainsi, une conseillère Pôle Emploi venant à l'un de nos événements où l'on se parle de capacité créatrice des jeunes sur internet, afin d'acquérir des techniques pour que « ses » jeunes soient plus efficaces dans le remplissage de leur dossier en ligne ...

A ce titre, cette diversité est à la fois une force et une faiblesse. Force, nous l'avons vu, par la richesse des éclairages qu'elle apporte, mais potentiellement faiblesse, notamment par le fait que cette alchimie est encore trop dépendante des personnes qui portent humainement ce projet (bénévolement pour certaines), et où dans ce contexte, un ou plusieurs départs peut, sinon faire vaciller, du moins ralentir fortement la dynamique engagée.

7 : A ce sujet, nous vous invitons à découvrir, parmi d'autres, le projet des Promeneurs du Net : <http://promeneursdunet.fr>

8 : STINES Marielle, op. Cit.

PERSPECTIVES

Nous le savons bien, pour qu'un collectif perdure, il faut qu'il ait des projets ! Loin de laisser retomber la dynamique suite à la restitution de l'enquête sur les pratiques numériques des jeunes en Nouvelle-Aquitaine (*cf. supra*), de nouveaux défis nous attendent. Parmi eux, la restitution du projet *TiersLab jeunes*⁹, dans le cadre d'un financement du Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse (FEJ) en fin d'année 2017. Cet événement sera l'occasion de requestionner les professionnel.le.s sur les leviers et les freins pour mener un projet d'éducation populaire et numérique, ainsi que sur les dynamiques de territoires sur ce type de projets. Un autre grand projet pour l'année à venir est le déploiement de *hackathons*¹⁰ à l'échelle locale, sous l'accroche « Augmente ton projet d'éducation populaire »¹¹, afin de sortir les structures traditionnelles d'éducation populaire d'une certaine posture « consommatrice » d'ateliers numériques, pour les mettre au travail sur des pistes autonomes d'articulation entre leurs projets et l'outil numérique, avec la volonté de maintenir un pilotage tripartite dans chaque département (structure éduc pop, structure numérique, institution), afin que la dynamique ne meure pas.

A plus long terme, d'autres projets sont sur la table : une formation interne des acteurs/trices du collectif sur des thématiques précises pour mieux s'outiller (*open data*, outils collaboratifs ...), état des lieux de la formation des animateurs/trices en matière d'éducation au numérique, veille numérique et communication collaborative ... Bref, des chantiers pour 10 ans de plus !

9 : Un TiersLab correspond à toutes les formes de projets transformateurs (repair café, FabLab, Maker Space et autres espaces de fabrication, réparation, échange de savoir-faire ...) passant par la création d'un lieu innovant qui croise les pratiques numériques avec les pratiques originelles de l'éducation populaire.

10 : Un hackathon est un événement où un groupe de volontaires se réunit pour monter un projet d'innovation numérique de manière collaborative.

11 : En clin d'œil au slogan du collectif « l'éducpop augmentée »

CONCLUSION

Nous l'avons déjà évoqué, ce qui fait la diversité et la force du collectif EDUCPOPNUM est également sa faiblesse, et peut le fragiliser. De plus, en dix ans d'action, le manque de politique ambitieuse d'éducation au numérique est un constat que nous ne pouvons que déplorer. Des collectifs comme celui-ci, du fait d'individus motivés, parviennent à toucher les territoires par des actions pertinentes, mais restent encore trop isolés et minoritaires. Pourtant, les structures existantes, ne serait-ce que par leur capacité d'accueil, ont les moyens de faire avancer les choses ... manque la formation des équipes. L'enjeu est de taille, et à lire les préconisations de l'enquête¹², nous voyons le chemin qu'il reste à parcourir : mieux connaître les jeunes via leurs pratiques, favoriser une plus grande mixité des usages, encourager la créativité, l'expression et les initiatives citoyennes, favoriser leur autonomie et leur prise de responsabilité ...

Un proverbe baoulé disait « on ne joue pas en assistant à un jeu ». Loin de postures paternalistes qui viseraient à analyser, en se tenant à distance, les pratiques numériques des jeunes sous toutes les coutures afin d'y déceler d'éventuelles dérives, mettons-nous en jeu ! Retrouvons le plaisir de faire avec eux et elles, d'accepter d'apprendre d'eux et elles, sans être dans le jugement, en abordant la question dans un esprit positif, humble, curieux et ouvert ; nous pourrions alors, enfin, réaliser pleinement notre métier d'éducateurs/trices.

12 : COLLECTIF EDUCPOPNUM, op. Cit.

BIBLIOGRAPHIE

Périodiques, articles et rapports

CARPENTIER Clément, « Ils ne veulent pas du nom «Nouvelle Aquitaine» pour leur région », *20 minutes*, 2016

CEMEA, « Dossier activités audiovisuelles, multimédias et numériques », *Textes de référence n°7*, 2017

COLLECTIF EDUCPOPNUM, « Pratiques numériques des jeunes en Nouvelle-Aquitaine », *INJEP*, 2017

JOUBAIRE Claire, « EMI : partir des pratiques des élèves », *Dossier de veille de l'IFÉ n°115*, 2017

MARQUIE Gérard & DELESALLE Cécile, « L'information des jeunes sur Internet : observer, accompagner ; expérimentation d'outils avec des professionnels de jeunesse », *Cahiers de l'action n°36*, *INJEP*, 2012

STINES Marielle, « « EducPopNum » ou la constitution d'un collectif régional d'éducation populaire (au) numérique », *Cahiers de l'action 2017/1 (N° 48)*, p. 47-55

Ouvrages et thèses

BELLAIR Anne-Sophie, *Approche sémiotique des formes de résistances liées aux usages des supports numériques dans l'éducation*, Université de Limoges, 2016

BOUCHER-PETROVIC Nathalie, *La référence à la société de l'information dans les milieux de l'éducation populaire français : levier de la réactualisation d'un projet centenaire ?*, Université Paris 13, 2008

CORROY-LABARDENS Laurence et al., *Éducation aux médias à l'heure des réseaux*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2015

CLEMI, *Guide pratique "La famille Tout-Écran" - Conseils en éducation aux médias et à l'information*, 2017

FRAU-MEIGS Divina et al., *Politiques d'éducation aux médias et à l'information en France*, Université Sorbonne Nouvelle, Paris, 2014

LEROUX Yann, *Les jeux vidéo, ça rend pas idiot !*, fyp éditions, 2012

LOICQ Marlène, *Médias et interculturalité : l'éducation aux médias dans une perspective comparative internationale (Australie, Québec, France)*, Université Sorbonne Nouvelle, Paris, 2011